

# ÉCONOMIES ET SOCIÉTÉS

« HISTOIRE ÉCONOMIQUE QUANTITATIVE »

N° 9/2011

*isméa*  
LES PRESSES

## État, savoir, pouvoir et bureaucratie : le déséquilibre régional agraire argentin 1880-1960

Noemi Girbal Blacha \*

*L'objectif visé par cette recherche historique consiste en la caractérisation et l'interprétation des relations entre État, Bureaucratie, Savoir et Pouvoir dans la saisie et l'interprétation du rôle de ces facteurs dans le déséquilibre régional caractéristique de l'agriculture argentine. La finalité de l'étude porte sur une analyse de l'influence de la relation entre la formulation des politiques agricoles publiques définies par la « connaissance rurale » et leur association au travers des actes techniques, de l'action des Officiels et des actions entreprises dans la conduite du développement hétérogène du pays. En synthèse le but consiste en la saisie de la complexité des aspects du déséquilibre régional argentin entre 1880 et 1960 au-delà d'une simple perspective géographique ou étroitement économique*

*The purpose of this historical research is to characterize and to interpret the relationships among the State, its bureaucracy, knowledge and power for understanding and interpreting the role they have within the regional imbalances that characterize the agricultural Argentina. The final purpose of this study is to consider how the relationship among the public agricultural policies formulation related to "rural knowledge" and expressed in technical parts, the officials, and the undertakings to guide the unequal agrarian development of the country are associated. To sum up, the aim is to comprehend the complexity of the outlines of the regional Argentinean imbalance between 1880 and 1960, beyond a geographic or strict economic vision.*

---

\* Université Nationale de Quilmes-Buenos Aires  
Docteur en Histoire, Directeur de Recherches au CONICET, Professeur Titulaire Ordinaire.

## I. – INTRODUCTION

Les relations complexes entre le Savoir et les sources du *Pouvoir* qui, dans cette étude, sont associés à la bureaucratie de l'État ; ont été abordée dans l'œuvre de Michel Foucault<sup>1</sup>. La formation du savoir- en tant qu'objet central de l'archéologie du pouvoir- prend en compte les pratiques discursives qui lui sont propres, tout comme les non-discursives et leur fonctionnement con joint. Le *savoir* implique à la fois des distinctions et des relations entre 1) ce qu'il est possible d'exprimer dans un discours ; 2) l'espace qu'occupe le sujet lorsqu'il parle des objets ; 3) le champ de coordination et de subordination des énoncés au sein desquels surgissent les concepts et ; 4) les possibilités d'appropriation des discours<sup>2</sup>. Cet ensemble, converti en unité discursive et non comme un tout de connaissances, pourrait être qualifié de *savoir* et être mis en pratique au sein d'une société par le moyen de sa réparation et de la valeur qui lui est assignée. Il peut intervenir en utilisant le *pouvoir* comme un système d'exclusion et le faire à partir du discours<sup>3</sup>.

Le pouvoir, comme facteur complexe de lutte et de confirmation, « *combinaison de techniques d'individualisation et de procès de totalisation* », est un élément des processus de rationalisation proposés. Le sujet exerce en leur sein un rôle primordial, car le pouvoir, en tant que principe du politique, préjuge d'une intentionnalité en tant que relation-tension inégale entre les gouvernants et les gouvernés<sup>4</sup>. La subjection lui apporte la connaissance (Deleuze, Guattari). Le pouvoir est associé au concept de gouvernement, en particulier dans la vision de Foucault (au cours d'une seconde étape de sa trajectoire intellectuelle) ; car dans les conceptions libérales autant que marxistes, il apparaît comme attaché à l'économie. Le pouvoir constitue un *bien*, et comme tel objet de contrat. On le détient et il est susceptible d'aliénation. Son abandon est inséparable de celui de la souveraineté. Mais le pouvoir exige d'être vu d'en-bas, comme quelque chose qui est exercé et pas seulement possédé. Il doit acquérir une légitimité et la discussion y contribue. Pour Foucault le pouvoir est aussi source d'indivi-

<sup>1</sup> Foucault, Michel *El orden del discurso*, Première traduction en Argentine, Fabulatuquets, Buenos Aires 2004.

<sup>2</sup> Castro, Edgardo, *El vocabulario de Michel Foucault. Un recorrido alfabético por sus temas, conceptos y autores*. Buenos Aires, Prometeo 3010, Universidad Nacional de Quilmes, 2004, p. 320.

<sup>3</sup> Foucault, Michel, *El orden...op.cit.*, p. 24-25.

<sup>4</sup> Di Tella, Torcuato S. et alii, *Diccionario de Ciencias Sociales y Políticas*, Buenos Aires, Ariel, 2006, p. 561-563.

duautés. C'est une forme de connexion disposant de « *capacités objectives* : « *le pouvoir qui est exercé sur les choses* » et de « *relations de communication* » (moyen symbolique d'information). Un individu reçoit et émet du pouvoir. « *Le pouvoir consiste, d'une façon générale, à piloter des conduites et contrôler leur probabilité, en les amenant, les séparant, les créant des facilités, les entravant, les limitant, les empêchant* »<sup>5</sup>.

L'État, comme relation sociale et non seulement en tant qu'expression institutionnelle, concentre en son sein une part significative du pouvoir. L'État est dual, car il s'organise comme l'expression de la société dans sa globalité aux fins d'exercer et externaliser le pouvoir ; en même temps il fonctionne comme instrument d'action des secteurs dominants et hégémoniques.

Dans la conception de Carl Wright Mills, les origines sociales et éducatives que partage « *l'élite du pouvoir* » sont assez importantes pour que soient étudiées les lieux de socialisation et de détente, tout comme les établissements d'enseignement où se forment ses membres. Là se réalisent les relations sociales permettant à cette minorité de prendre des décisions allant dans le même sens. À partir du contrôle des différents niveaux de l'appareil de l'État ces projets peuvent avoir la portée et la solidité qu'exige l'époque, étant donné que les diverses régions où ils se réalisent sont sous le contrôle des membres de cette élite. La prise de décision et l'organisation différencient la classe politique du reste de la société, et pour qu'il soit répondu aux attentes de la société moderne, elles doivent s'exprimer au travers de l'État à l'aide d'une bureaucratie détentrice de capacités techniques<sup>6</sup>.

La Bureaucratie, au sens où on l'entend depuis le XIX<sup>e</sup> siècle, se confond avec l'appareil administratif, technique de l'État et, dans la conceptualisation webérenne elle est intégrée dans son analyse des types d'autorité<sup>7</sup>. Elle tire sa légitimité de la reconnaissance des pouvoirs dérivés de règles abstraites. L'administration s'entend comme une structure liée à l'organisation technique des éléments intégrés ; lesquels sont les composants essentiels de la bureaucratie<sup>8</sup>. Weber soutient que le but du pouvoir consiste à faire naître et affirmer la foi en

<sup>5</sup> Castro, Edgardo, *El vocabulario...op.cit.* p.262-264.

<sup>6</sup> Blacha, Luis Ernesto ; « Burocracia y política agraria en la Argentina (1930-1943) Acción y visión de la clase política ». Dans *Jornadas de Homenaje al Profesor Miguel Murnis*. Bernal, Universidad Nacional de Quilmes, abril de 2008.

<sup>7</sup> Di Tella, Torcuato S. et alii, *Diccionario de ... op.cit.*, p.58-60.

<sup>8</sup> Bobbio, Norberto, Matteucci Nicola et Pasquino, Gianfranco, *Diccionario de política*. Mexico -Buenos Aires, Siglo XXI, 2005. p. 165-167.

sa propre légitimité et donc que « *tout pouvoir se présente et fonctionne comme une administration* »<sup>9</sup>. D'un autre côté, l'idéal éducatif de la bureaucratie c'est « l'expert », issu d'une formation technico-scientifique et dont la compétence est garantie-selon Weber-par ses caractéristiques<sup>10</sup>. La bureaucratie agit en tant qu'instrument de réalisation des décisions prises par le pouvoir politique. Selon la conjoncture historique du moment, la bureaucratie peut aussi se comporter comme un procédé de sélection et de qualification en vue de la coopération de nouveaux membres par la classe politique<sup>11</sup>.

C'est à l'intérieur de ces espaces qu'agissent les acteurs des scènes sociales et politiques. À partir de leurs interventions l'espace se structure socialement comme élément des relations de pouvoir. Les sujets sont l'élément d'une différenciation des espaces qui se réalise au travers de l'appropriation du territoire ; à l'origine des déséquilibres régionaux qui transcendent la géographie physique. Les territoires, à partir et au moyen de leurs capacités de transformation, permettent « *de choisir des stratégies spécifiques de développement* »<sup>12</sup>.

L'analyse historique régionale doit relier - comme le propose Pierre Bourdieu - la théorie à l'interprétation, car le travail empirique est le lieu où la théorie se vérifie. Dans ce sens, la notion de champ où s'analysent des situations concrètes, se révèle incontournable. Là se révèle la relation entre le lieu de la production sociale et celui de la production symbolique. Bourdieu définit le Champ comme « *la définition de ce qui est en jeu face aux intérêts spécifiques, lesquels sont irréductibles à ce qui entre en jeu dans d'autres champs ou à leurs intérêts particuliers* » et que ne pourra percevoir quiconque extérieur au champ. Un champ se constitue à partir de l'intérêt commun à ses composantes qui ne cessent de le défendre ; car elles savent qu'existe tant une dynamique propre à chaque champ que des interdépendances entre eux. La structure du champ doit se comprendre comme un moment des relations de force entre les institutions ou les agents engagés dans la lutte<sup>13</sup>.

<sup>9</sup> Weber, Max. *Economía y Sociedad*, Mexico, Fondo de Cultura económica, 1964, 2 Vols. Première édition 1922.

<sup>10</sup> Bobbio et alii, *infra* note 9, pp.165-171.

<sup>11</sup> Blacha, Luis Ernesto, « *Burocracia...* » *infra* note 7.

<sup>12</sup> Manzanal, Mabel « Territorio, poder e instituciones. Una perspectiva crítica sobre la producción del territorio », dans Manzanal M, Arzeno Mariana, et Nussbaumer Beatriz (édit.) *Territorios en construcción. Actores, tramas y gobiernos: entre la cooperación y el conflicto*. Buenos Aires, Edit. Ciccus, 2007, p. 16.

<sup>13</sup> Bourdieu, Pierre, *Campo del Poder, campo intelectual*. Buenos Aires, Edit. Monitor, 2002, p.119-126.

Les régions argentines offrent, à la lumière d'un fédéralisme contesté, de nombreuses possibilités d'études de cas permettant de rapprocher le macro et le micro historique. De cette situation est issue l'importance des « expériences sensibles »<sup>14</sup>, lesquelles acceptent une liaison cause-effet entre l'événement et le langage, le savoir et le pouvoir, afin que le récepteur transforme son expérience personnelle en une autre de type collectif<sup>15</sup>. L'acceptation de ce qui est dit est déterminante et contribue à déterminer la production du discours car la crédibilité est une composante essentielle du pouvoir symbolique et tous les espaces régionaux ne sont pas constitués de la même façon<sup>16</sup>.

L'objet de cette étude consiste dans la caractérisation et l'interprétation des relations entre l'État, la bureaucratie qui l'accompagne, le savoir et le pouvoir - tels qu'ils ont été définis - par rapport aux déséquilibres régionaux qui caractérise l'Argentine agricole, depuis sa formation comme pays moderne (à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle) jusqu'aux époques d'interventionnisme et de dirigisme étatique dans l'économie et la société ; dont le point d'inflexion se situe au milieu du XX<sup>e</sup> siècle. Le but final de cet essai consiste dans la mesure de l'enchaînement de la relation entre la formulation des politiques agricoles publiques et les formes du « *savoir rural* » telles qu'elles sont exprimées par les corps techniques, les fonctionnaires, les entrepreneurs, afin d'éclairer le développement inégal de l'agriculture nationale.

## II. - LE MONDE RURAL AU TEMPS DE L'ARGENTINE EXPORTATEUR AGRICOLE

C'est vers 1880 que l'Argentine moderne structure son État national et son marché, s'alignant sur le modèle de progrès porté par l'idéal positiviste. Les dirigeants choisissent l'option d'un modèle exportateur agricole appuyé sur la production céréalière et animale, le développement du réseau de chemins de fer, la grande propriété concentrée aux mains d'un petit groupe-comme symbole de pouvoir politique et de prestige social - l'apport de capitaux extérieurs et une main-d'œuvre abondante issue de l'émigration massive d'espagnols, italiens et français. À partir de l'urbanisation croissante et de la consolidation du

<sup>14</sup> Arendt, Hannah, « Language y metáfora » en : *la vida del espíritu*, Buenos Aires, Paidós, 2002, p. 132.

<sup>15</sup> A propos de langage et de ses différentes expressions : Sartori, Giovanni, *La política. Lógica y método de las Ciencias Sociales*, tercera edición, México, Fondo de la Cultura Económica (FCE),

<sup>16</sup> Rusanvallón, Pierre, *Para una Historia conceptual de lo político*, Buenos Aires, FCE, 2002, pp.15-31

régime de fermage rural, la culture extensive et la diversification de l'élevage à partir de croisements réalisés par une sélection poussée orientée, au début du xx<sup>e</sup> siècle, vers l'alimentation de l'industrie frigorifique, se construit un espace régional, résultant d'ententes inter-oligarchiques. Ce processus aboutit à une hiérarchisation entre des régions dominantes et d'autres marginalisées, au sein d'un territoire de près de trois millions de kilomètres carrés. La grande contrée historique d'élevage extensif, laisse la place à un puissant pays agro-exportateur où s'accroissent, en même temps, les inégalités<sup>17</sup>.

La spécialisation agricole est une particularité d'une Argentine qui concentre « *le progrès* » dans la riche région de la Pampa, identifiée à l'activité portuaire, au bétail sélectionné, à la modernisation de l'estancia typique de la pampa, au frigorifique, aux secteurs naisseurs et d'emboûche des bovins, aux prairies d'alfalfa et aux cultures de céréales et de lin. Le pays, « *grenier du Monde* » accède à une envergure propre, au-delà de sa dépendance envers les puissances de l'Europe atlantique, qu'elle atteint en ne s'appuyant que sur un quart de son territoire national.

Comme toute médaille a son revers, le Nord-Ouest argentin (NOA) – dont l'épicentre est Tucumán, s'oriente alors vers la modernisation de son activité sucrière, et le Cuyo, dont l'épicentre est Mendoza, à la viticulture. Les deux sont l'expression d'économies mono-productrices lesquelles, sans entrer en concurrence avec l'agriculture de la Pampa et ses productions caractéristiques, parviennent à s'intégrer au modèle agro-exportateur comme produit des liaisons entre les négociants et éleveurs du littoral et les industriels agricoles de l'intérieur. Ainsi se construisent le Pouvoir et le Savoir dans l'Argentine moderne. Les crises cycliques seront – tout au long du xx<sup>e</sup> siècle – le dénominateur commun de ces économies régionales, amarrées à un marché intérieur restreint<sup>18</sup>.

Près de la moitié du territoire national, autrement dit le Nord Est (NEA) et la Patagonie, demeurent en marge de ce « *progrès indéfini* » positiviste, élaboré par l'élite des « *libéraux en économie et conservateurs en politique* ». Dans le Grand Chaco argentin, où la marginalité donne de l'espace à l'isolement, la possibilité de se joindre au pays agro-exportateur est manifestée, à partir de la fin du xix<sup>e</sup> siècle, par l'exploitation du quebracho, à l'origine d'une déforestation qui nourrit la production de teinture, charbon de bois, poteaux et traverses de che-

min de fer : au lendemain de l'échec des tentatives sucrières<sup>19</sup>. En Patagonie, marginalité et isolement vont de concert. L'élevage ovin et les grands domaines, dont les propriétaires sont le plus souvent des étrangers, donnent une consistance à une réalité régionale qui jusqu'en 1920 regarde en direction du port chilien de Punta Arenas<sup>20</sup>.

Vers 1912, à la fin de l'expansion de l'agriculture extensive, la zone cultivée se stabilise aux environs de 22 millions d'hectares. La première guerre mondiale sera difficile pour l'agriculture argentine qui doit affronter la concurrence des États-Unis et du Canada car ses cargaisons dépendent des disponibilités des armateurs anglais. Tant le sucre que le vin franchissent à peine les frontières limitrophes en alimentant les marchés du Chili, du Paraguay et de l'Uruguay. L'élevage, issu de d'hybridation complexe, totalement dépendant de la réfrigération depuis l'émergence en 1900 de la fièvre aphteuse, doit s'ajuster à la demande et produire des viandes congelées et salées, en conserves à la place du *chilled beef*. Les éleveurs naisseurs en profitent. Ils acquièrent terres et bétail, pour s'adapter aux changements. La conflictualité rurale à l'origine du *cri d'Alcorta (Santa Fe)* de 1912\* se répand dans toute la région cecalière. Sur un quart du territoire argentin se concentrent les trois quarts de la population, l'infrastructure et la richesse productive du pays. Le déséquilibre régional se consolide sous la protection du *Pouvoir* et du *Savoir* propres à une économie essentiellement rurale.

Le radicalisme (argentin) affirmé en 1916 par le gouvernement national renforce le modèle agro-exportateur, ne proposant que quelques rares modifications socio-économiques afin de redistribuer le revenu national mais sans en changer les bases économiques (5 des 8 ministres qui soutiennent la gestion gouvernementale d'Hippolyte Yrioyen sont membres de la Sociedad Rural Argentina)<sup>21</sup>. Les charges

<sup>19</sup> Zanilli, Adrian Gustavo, « Bosques versus agricultura. Una mirada a los límites históricos de sustentabilidad de los bosques argentinos en un contexto de explotación capitalista », dans Girbal-Blacha, Noemi et Mendoza, Sonia, *Cuestiones agrarias en Argentina y Brasil. Conflictos sociales, educación y medio ambiente*, Buenos Aires, Pro-mocion, 2007, p. 289-312.

<sup>20</sup> Girbal-Blacha, Noemi M., *Ayer y Hoy de la Argentina rural. Gritos y susurros del poder económico (1880-1997)*, Buenos Aires, REUN/Página 12, 1998.

<sup>21</sup> Smith, Peter, *Carne y política en la Argentina*, Buenos Aires, Paidós, 1983 (1<sup>ère</sup> réimpression).

<sup>17</sup> La SRA fondée en 1866 est représentative de la grande propriété agricole argentine. Elle fait partie du « groupe des 8 » réunissant les grandes organisations patronales agricoles, industrielles, commerciales et financières. Note du traducteur.

<sup>18</sup> Le *cri* d'Alcorta : grèves, protestation suivie de soulèvement des petits fermiers et ouvriers de la province de Santa Fe en juin 1912. S'étend à toute la Pampa, malgré une répression sanglante et aboutit à la création de la Fédération Agraire Argentine. Première organisation syndicale des petits exploitants agricoles. Note du traducteur.

<sup>17</sup> Ferrer, Aldo, (avec la collaboration de Marcelo Rougier), *La economía argentina desde sus orígenes hasta principios del siglo XXI*, Buenos Aires, FCE, 2008.

<sup>18</sup> En 1895 la population argentine n'atteint pas 4 millions d'habitants. Vingt ans plus tard, en 1914 elle s'élève à 8 millions en chiffres ronds.

fiscales s'appliquent aux productions agro-industrielles de l'intérieur du pays en faveur du marché de consommation littoral où se concentre l'électorat. Le premier après-guerre affecte l'élevage bovin. Confrontés à la crise de 1921 – résultat des modifications de la demande – éleveurs-naisseurs (qui dépendent du marché intérieur ou des emboucheurs) et ces mêmes emboucheurs (liés au capital étranger qui contrôle les frigorifiques) entrent en conflit. L'intervention du président Marcelo T. Alvear se traduit par l'établissement d'un prix minimal pour l'achat de la viande d'exportation et un prix maximum pour celle de consommation intérieure. La réaction des intérêts frigorifiques – avantagés par l'offre abondante de bétail – ne se fait pas attendre, obligeant l'État à révoquer la législation promulguée, au prix d'un coût politique et économique élevé.

• Les membres de la Société Rurale, liés aux frigorifiques que contrôle le capital britannique, proposent à partir de 1926 « d'*acheter à ceux qui nous achètent* » réaffirmant ainsi leurs liens privilégiés avec les anglais et marquant leur distance envers les États-Unis. Le pacte D'Abernon, réalisé en novembre 1929, entérine cette proposition. Entretiens, dès 1920, les ingénieurs agronomes, « *une élite au sens agricole* » – comme va les qualifier la gouvernance académique de la faculté d'Agronomie de l'Université de Buenos Aires – cherchent à exercer une influence sur les politiques agricoles publiques et l'action des acteurs sociaux ruraux ; leur proposition vise à contrôler l'urbanisation en empêchant les migrations intérieures des campagnes vers les villes. L'enseignement agricole pour les femmes est aussi considéré comme un instrument de fixation de la famille rurale<sup>22</sup>. Dans le NOA sucrier, le conflit oppose les propriétaires de sucreries et les producteurs indépendants de canne. Le débat porte sur le prix de la canne. Seul l'arbitrage du président Alvear arrivera à calmer les esprits.

Le traitement de cette question complexe par l'État National s'apparente à un jugement de Salomon. Le pouvoir en profite pour renforcer sa présence en faisant usage de stratégies à la fois anciennes et renouvelées, faisant participer au débat la bourgeoisie agricole argentine, faisant appel *au savoir*, à la bureaucratie et à la technification indispensable pour composer un discours particulier au monde rural et à ses intérêts spécifiques ; lesquels – selon les dires de Bourdieu – sont à la fois divers et différents de ceux des autres champs sociaux

<sup>22</sup> Girbal-Blacha, Noemi M. « Tradición y Modernización en la agricultura cerealera argentina, 1910-1930. Comportamiento y propuestas de los ingenieros agrónomos » dans *Jahrbuch für Geschichte u. Wirtschaft u. gesellschaftliche Lateinamerika*, JBL-A29, 1992, p. 369-395.

### III L'ÉTAT INTERVENTIONNISTE ET SON EXERCICE DU POUVOIR DANS LE CHAMP RURAL

La crise structurelle et organique de 1930 – *liée au crash de 1929* – revêt en Argentine des aspects particuliers découlant de la rupture de l'ordre institutionnel qui permet à l'armée d'exercer le pou voir politique. La croissance par la demande extérieure est-elle arrivée à son terme ? Sont désormais visibles les faiblesses de la politique argentine dans la recherche de solutions aux problèmes auxquels le pays est confronté, et surtout le faire dans le cadre du système constitutionnel<sup>23</sup>. Les aspects de cette crise ne sont pas seulement économiques. C'est une crise de légitimité, de participation, d'identité, de répartition et de dépendance : une crise qui détruit les valeurs fondamentales de la société (l'ordre, la propriété, l'épargne) et altère les mentalités collectives<sup>24</sup>. Comme le soutient Leopoldo Allub, le coup d'État du 6 septembre 1930 constitue plus une réponse à la frustration des attentes, qu'à une situation de « *profonde misère* » ou un désir de maintien du « *Statu quo* »<sup>25</sup>.

L'État libéral entre en crise et cherche des réponses afin de s'adapter au nouvel ordre mondial. Il s'amarre au bilatéralisme en faveur de l'Angleterre (accord Roca-Runciman de 1933). Les « *opportunités alternatives* » telle que l'industrie, suscitent l'intérêt officiel, avec des groupes économiques plus diversifiés et des stratégies entrepreneuriales plus proches du capital commercial et financier que producteurs<sup>26</sup>. La perte de crédibilité de l'« *État de confiance* » – auquel fait allusion J. M. Keynes – oblige à renouveler le débat sur les la relation

<sup>23</sup> O'Connell, Arturo. « La Argentina en la Depresión: los problemas de una economía abierta », en *Desarrollo Económico* N° 92. Buenos Aires: IDES, enero-marzo 1984, pp. 439-514. Maddison, Angus *Dos crisis: América y Asia 1929-1938 y 1973-1983*. Mexico FCE, 1988, caps. I, II.

<sup>24</sup> Bahamonde Magro, Ángel. « Aspectos económicos de la crisis de 1929 », en *Siglo Veintiuno Universial* N° 12. Madrid, Grupo 16, 1998, p. 7-42. Girbal-Blacha, Noemi M. « La Argentina en crisis (1890, 1929, 1989). Raíces históricas », en *Boletín de la Academia Nacional de la Historia* Vol. LXII-LXIII. Buenos Aires: Academia Nacional de la Historia, 1994, p. 151-184. Waldmann, Peter. *El peronismo 1943-1955*. Buenos Aires: Editorial Sudamericana, 1981, p. 24-45.

<sup>25</sup> Allub, Leopoldo. « Estado y sociedad civil: patrón de emergencia y desarrollo del estado argentino (1810-1930) » en Ansaldi, Waldo y Moreno, José Luis. *Estado y sociedad en el pensamiento nacional*. Buenos Aires: Cántaro, 1989, p. 109-157. Waldmann, Peter. *El peronismo 1943-1955*. Buenos Aires: Editorial Sudamericana, 1981, p. 24-45.

<sup>26</sup> Guy, Donald. « La industria argentina, 1870-1940. Legislación comercial, mercado de acciones y capitalización extranjera », en *Desarrollo Económico* N° 87. Buenos Aires: HJ S, octubre-diciembre 1982, pp. 351-374. Schwarzer, Jorge. *La industria que vivimos: concepto. Una historia político-social de la industria argentina*, Buenos Aires, Planeta, 1996, p. 153-186.

Société-État. Les groupes d'intérêts économiques ne sont pas étrangers à ce va et vient, pas plus que ne le sont la bureaucratie et les groupes de fonctionnaires qui promeuvent la technologie agricole, encore que les secteurs dirigeants, confrontés à l'inadéquation croissante du modèle, font preuve de plus de préoccupation en faveur du maintien de la situation en l'état que de transformations.

L'État argentin – comme d'autres dans le monde – réoriente son rôle et recherche un équilibre social et économique durable. La crise frappe avec violence le monde rural. À la fin des années 1920, tous les prix agricoles mondiaux sont à la baisse<sup>27</sup>. Le taux de croissance recule, le poids des exportations diminue en termes de valeurs et le taux d'investissement diminue. L'industrialisation par substitution d'importations semble une alternative sérieuse pour surmonter les effets négatifs dominants. L'État accroît son intervention dans l'économie et les finances de l'Argentine, sans négliger le contrôle social<sup>28</sup>.

En 1931, devant la dévaluation de la monnaie (–40 %) conséquence de la fuite des capitaux vers l'étranger, le contrôle des changes est instauré envisagé comme un frein aux importations et générateur de transfert des revenus du secteur agricole en direction de l'industrie consommatrice de matières premières indigènes. La part de l'agriculture et de l'élevage régresse dans le revenu national (de 27,5 % à 25,8 % entre 1926 et 1936) alors que celle de l'industrie s'accroît, passant de 17,2 % à 18,6 % au cours de la même décennie. Entre 1933 et 1938 l'industrie est le secteur qui connaît la plus forte croissance. La dévaluation de la monnaie, le contrôle des changes, le repli du pays sur lui-même et la politique officielle sont les facteurs contributifs de cette évolution. La reprise au sortir de la dépression des années 1930 est financée par un transfert des revenus des secteurs ruraux vers les secteurs urbains<sup>29</sup>. L'État accroît son pouvoir d'initiative et les techniciens du système financier se mettent au service de l'agriculture.

En 1933, confrontées à la baisse continue des prix des céréales, les autorités instaurent un office des céréales (*Junta Reguladora de Granos*) dont le but est de soutenir le marché agricole. L'objectif – comme

chez les autres offices (*Juntas*) similaires : des viandes, des vins, du sucre, du maïs (herba mate) – consiste en la régulation de la commercialisation des productions afin d'éviter les ventes précipitées par la dévaluation de la monnaie fiduciaire. Il s'agit aussi de maintenir le niveau intérieur des prix au profit des producteurs et de fixer les cours de manière officielle. L'État en arrive de nouveau à subventionner l'agriculture, mais il le fait désormais au moyen d'institutions spécifiques. La bureaucratie progresse en étant le bras agissant de l'État interventionniste. Les producteurs se sentent protégés par les avancées de cette politique dont ils sont les bénéficiaires, malgré le risque international encouru.

Au cours de ces années la construction de silos de céréales est développée, favorisant l'exportation de grains, la classification des céréales en conformité avec les normes est instaurée et le crédit aux agriculteurs crée. Lorsque en 1934-35 les prix mondiaux des céréales se relèvent, l'origine s'en trouve dans une sécheresse prolongée qui affecte la grande plaine de l'Amérique du Nord. Soutenus par cette situation, entre 1930 et 1934 les produits agricoles représentent 59,8 % de la valeur totale des exportations du pays et en 1935 l'Argentine occupe le premier rang mondial des exportateurs de blé. L'agriculture de la pampa bénéficie de cours soutenus jusqu'en 1937. Si, à partir de 1938, la rechute des prix mondiaux oblige à réactiver la *Junta Reguladora de Granos*, la situation privilégiée de la Pampa s'en trouve privilégiée.

La crise des années 1930 impose d'apporter des réformes au système bancaire argentin dont la faiblesse est connue. C'est en 1935 qu'est crée le *Banco Central de la República Argentina* – doté d'un capital mixte de 30 millions de pesos (dont 10 millions fournis par le Trésor) – dans le but d'ajuster en temps réel l'offre de monnaie à la demande ( conjointement est créé l'Institut Mobilisateur de l'Investissement Bancaire (*Instituto Movilizador de Inversiones Bancarias*) destinée à permettre la mobilisation des actifs fixes<sup>30</sup>. Le but des autorités bancaires tend à éviter les fluctuations de l'économie intérieure par transmission des mouvements extérieurs. Le péronisme va consolider conjointement à sa doctrine – ce mouvement en 1946, en institutionnalisant la banque et en nationalisant les dépôts.

En 1949 le déclenchement de la seconde guerre mondiale va accélérer l'industrialisation par substitution d'importations et ajoute ses

<sup>27</sup> Girbal-Blacha, Noemí M. *Ayer y hoy de la Argentina rural. Gritos y susurros del poder económico (1880-1997)*, Buenos Aires: REUN/Página 12, 1998, p. 39-51.

<sup>28</sup> Girbal-Blacha, Noemí. *Historia del Banco de la Provincia de Buenos Aires. Gestión del doctor Arturo Lauretche (1946-1950)*, Buenos Aires, Ediciones del banco de la Provincia de Buenos Aires, 1993, p. 11-22.

<sup>29</sup> Malgesini, Graciela. « ¿Subsidio o sustracción? El control de cambios y los productores cerealeros en los años '30 », *Anuario IEHS* 1, Tandil, Instituto de estudios Histórico-Sociales, Universidad Nacional del Centro de la Provincia de Buenos Aires, 1986, p. 121-155.

effets aux idées nationalistes en faveur au sein de l'armée. Ce courant se renforce après le coup d'État du 4 juin 1943 dont les artisans sont favorables à l'industrie. La dislocation du commerce international, le poids de l'industrie (21% du PIB), la hausse des prix accélérée par une politique de soutien au pouvoir d'achat confrontée à un marché où les biens disponibles se font de plus en plus rares – conséquence de la guerre –, se traduit par une progression de l'épargne intérieure et une balance commerciale positive issue de la baisse des importations.

Comme au temps de la crise, les produits de l'agriculture sont les plus affectés par la guerre du fait du manque d'entrepôts et de la position privilégiée des États-Unis et du Canada, les concurrents de l'Argentine sur le marché international. Au début de la guerre la superficie ensemencée atteint en Argentine 28 360 700 hectares, dont plus de 73 % en céréales. En 1945 la surface est ramenée à 26 180 000 hectares sur laquelle la part des céréales-affectées par la sécheresse a été réduite au bénéfice des plantes fourragères, favorisées par la meilleure situation du commerce d'exportation des viandes<sup>31</sup>. Evolution qui consolide le déséquilibre interrégional, au delà du discours officiel et constitue un élément de la reformulation du savoir.

Une fois de plus l'État apporte son soutien aux prix des grains. Les fermiers dénoncent par le canal de la Fédération Agraire Argentine, et cela depuis 1936, les violations de la loi sur les contrats agricoles – modifiée en 1932 – par les propriétaires fonciers. Le blé, dont les alliés occidentaux sont demandeurs, est le premier poste de l'exportation. La détérioration des prix agricoles intérieurs entraîne l'intervention de la Junta Reguladora de Granos, qui reprend ses achats, en particulier de blé. Pour le maïs, les autorités patronnent son utilisation comme combustible et pour l'élevage porcin, afin d'éviter la faillite des éleveurs. En outre la guerre favorise les oléagineux, ce qui se traduit par l'expansion des ensemencements en tournesol et le développement de l'industriel oléicole nationale car la fin de la guerre apporte de nouveaux espoirs au secteur. Mais celui-ci ne connaîtra une impulsion durable qu'après 1950 avec les transformations techniques caractéristiques de la « *secondé révolution agricole* »<sup>32</sup>.

Entre 1930 et 1945, et cela n'est pas seulement dû au « *retour à la terre* » préconisé par le péronisme depuis les années 1950, d'importants changements sont en gestation (en particulier dans la zone du

maïs). On trouve de nombreux antécédents à cette politique économique nationaliste que l'historiographie dominante assigne aux périodes postérieures. Une forte dépopulation du milieu rural, la dislocation progressive de l'agriculteur traditionnel, une urbanisation graduelle des producteurs agricoles et l'accroissement de la superficie optimale de l'entreprise agricole, consécutif au processus de concentration de la production au sein d'un nombre d'exploitations chaque fois plus réduit, se discernent dès les années 1930 manifestant l'importance de la technologie agricole.

Ainsi naissent de nouveaux regroupements dans les secteurs de l'activité agricole. Avec le développement du pouvoir et du Savoir se créent des organismes spécialisés. Aux sociétés traditionnelles : la Société Rurale Argentine (1866), la Bourse des Céréales (établie en 1884 sous le nom de Sala de Comercio Once de Septiembre) et la Fédération Agraire Argentine (1912) originaire de la Pampa mais d'importance nationale, viennent se joindre la CAP (1934, Corporation argentine des producteurs de viandes) et les éleveurs de la CARBAP (1942). Tous s'efforcent d'accroître leurs moyens d'influence dans les négociations avec l'État. L'Argentine rurale se diversifie et se syndicalise afin de s'adapter aux exigences fluctuantes du marché<sup>33</sup>.

L'élevage, bien qu'il ait souffert des effets de la crise de 1930, récupère plus rapidement que l'agriculture. Le commerce des viandes, poste important du commerce extérieur argentin, ont comme destination principale, presque exclusive, le Royaume Uni et dépend d'accords bilatéraux. Ce sont les éleveurs qui, une fois de plus, se tournent vers l'État pour demander sa protection, réclamant la mise en place d'un organisme représentatif de leurs intérêts face aux fluctuations extérieures. En 1933 est installé l'Office National des Viandes (*Junta Nacional de Carnes*), malgré l'opposition des socialistes, mais avec l'appui décisif des formations politiques les plus conservatrices comme la Concordance et le Parti national progressiste. Cet organisme autarcique sera chargé du contrôle du commerce des viandes, fixant les normes de classification et déterminant le produit. C'est un triomphe partiel des éleveurs sur les frigorifiques, qui ravive les oppositions entre la Société Rurale Argentine et la CARBAP qui recherche une participation plus importante au sein de la Junta. Le conflit n'engage pas seulement les naisseurs et les emboucheurs, il se transporte au système politique.

<sup>31</sup> Comité Nacional de Geografía. *Anuario geográfico argentino*, Buenos Aires: CNG, 1941, p. 203-204.

<sup>32</sup> Coscia, Adolfo. *Segunda revolución agrícola en la región pampeana*. Buenos Aires: CADIA, 1983.

Lazzaro, Silvia B. « El impuesto al latifundio en la provincia de Buenos Aires durante la década de 1940. Primeras iniciativas », dans *Estudios de Historia Rural* 7. La Plata, 1991.



La puissance du monde des éleveurs, historiquement liés aux exportateurs qui travaillent avec le marché londonien de Smithfield, s'expose en peine lumière au moment de la Conférence d'Ottawa en 1932. Le Royaume-Uni introduit des restrictions aux contingents d'importation provenant du dehors des Dominions Britanniques. Les éleveurs argentins se trouvent directement atteints et font pression sur l'État national afin qu'il s'empare de la question. Ils sont dépendants du marché anglais lequel absorbe environ 90 % des exportations de viande argentine. Pour leur part les anglais demandent et vont obtenir en 1933 le déblocage des capitaux gelés depuis 1931 par le contrôle des changes argentin.

Le 1<sup>er</sup> mai 1933 est signé l'accord Roca-Runciman qui sera officiellement imposé par les intérêts des frigorifiques et des grands éleveurs, sans rechercher l'accord de l'opposition parlementaire et du camp nationaliste. Le document stipule que les importations anglaises de viande argentine ne pourront être réduites au dessous de 90 % de celles enregistrées en 1932, année de ventes réduites. Au delà de cette convention il demeure qu'environ 85 % des importations anglaises restent opérées par les frigorifiques anglo-américain, les 15 % restant étant réservés à la Corporation Argentine des Producteurs de Viandes. En contrepartie la réforme du contrôle des changes en 1933 garantit à l'Angleterre la disposition des capitaux gelés. En outre le gouvernement argentin renonce à taxer le charbon ainsi que d'autres produits britanniques, réservant un « *traitement amical* » à ces investissements<sup>34</sup>.

En 1934, se prévalant de cet accord, le gouvernement rachète en le surévaluant le chemin de fer britannique Central de Córdoba et négocie avec la Corporation de Transports de Buenos Aires (autorité des transports régionaux) l'octroi aux compagnies britanniques du monopole des services urbains, tramways et chemins de fer ; au même moment qu'est établi un plan de nationalisation de ces investissements déficitaires qui sera réalisé à partir de 1947 avec le rachat de l'ensemble des chemins de fer par l'État péroniste. Au milieu de l'année 1935 le poids de l'accord concernant le commerce des viandes vient en débat au Congrès national, malgré la violente opposition des emboucheurs, des petits et moyens éleveurs, sous la houlette du sénateur démocrate-progressiste Lisandro de la Torre, qui s'oppose — avec un résultat contraire — à la défense du traité par le Ministre de l'Agriculture et de l'Élevage Luis Duhau. Le pouvoir se méfie de la controverse

et agit conformément à ses méthodes les plus traditionnelles en alléguant l'adaptation de l'accord à la conjoncture. Pour y parvenir il utilise le « *Visum* » comme instrument de coordination et subordination aux faits s'appuyant à ces fins sur l'ensemble des capacités de la bureaucratie.

Dès 1919, avec la guerre en Europe, la commercialisation des viandes entrepise une nette amélioration dont bénéficient les éleveurs grâce aux prix élevés payés pour leurs productions. Lorsque, au cours des années d'après guerre, la conjoncture se retourne, la Junta Nacional de Carnes entreprend de subventionner à nouveau l'élevage. Une fois de plus l'État vient à la rescousse du *pouvoir agricole*.

Vers 1940 l'administration centrale propose des « *changements structurels* » aux fins de développer le marché intérieur. Un objectif avoué depuis les années 1920 par Alejandro Bunge et son groupe de collaborateurs au sein de la *Revista de Economía Argentina (Revue de l'Économie Argentine)*. Au début des années 1940 la question prend de l'importance avec le ralentissement de la croissance. Le Ministre des Finances, le socialiste indépendant Federico Pinedo, présente devant le Parlement (*Congreso de la Nación*), comme une anticipation des effets redoutés de la conflagration, un plan de relance de l'économie nationale (*Plan de Reactivación de la Economía Nacional*). Ce plan dont le contenu industrialiste est favorable aux alliés, est considéré comme le premier document émis par l'État ayant pour but de modifier, en partie la stratégie de développement économique appliquée jusqu'ici, et ce en conciliant industrialisation et économie ouverte, favorisant les échanges commerciaux avec les États-Unis et créant pour la première fois un marché des capitaux. Il propose un programme de crédits industriels, encourage la construction de logements, révisé le tarif douanier et propose l'acquisition par l'État des excédents agricoles non exportés. En synthèse, il maintient l'économie ouverte tout en « *offrant* » l'industrialisation tout en insistant de façon officielle sur le fait que l'agriculture demeure « *l'axe majeur de l'économie* ». L'industrie considérée comme engrenage second, ne sera accélérée que si l'agriculture rencontre des difficultés<sup>35</sup>.

Le mouvement croissant des choix industrialistes, les difficultés que rencontrent les échanges internationaux et la nécessité de dynamiser la

<sup>34</sup> « *Plan de Reactivación Económica ante el Honorable Senado* », Pinedo, *Federación de Industrias Económicas* N° 75. Buenos Aires: IDES, octobre-décembre de 1934, p. 13-16. La Torre, Juan J. « *El Plan Pinedo de 1940, su significado histórico y los aspectos de la economía política del peronismo* », en *Desarrollo Económico* N° 92. Buenos Aires: IDES, enero-marzo 1984, p. 515-558.

<sup>35</sup> La question est traitée en détail dans : SMITH, Peter. *Carnes y política... op. cit.*

demande intérieure, exige le développement de la formation et des techniques dans les secteurs ruraux, se concrétisent au travers des propositions de Pinedo. L'intervention de l'État est considérée comme l'unique alternative. Le passage de l'État interventionniste à l'État dirigiste se précise avec la mobilisation des ressources financières au moyen de la Banque Centrale et le contrôle de l'économie. L'absence de soutien politique entraîne le naufrage du plan proposé : « *modernisateur* » mais trop tardif, avec trop de conditions provisoires et surtout l'absence de consensus sociopolitique.

Il reste que sa lecture fait ressortir l'importance croissante prise par le marché intérieur pour les chefs d'entreprises, les militaires, ouvriers et intellectuels. Llach affirmera que « *Le plan Pinedo de 1940 et l'économie politique internalisée du péronisme originel furent deux moments capitaux du grand débat sur le développement économique national* »<sup>36</sup>.

Il est difficile pour l'Argentine de réaliser une stratégie d'industrialisation durable, même si entre 1940 et 1943 furent publiées plusieurs lois concernant le développement industriel orienté vers les nécessités du marché intérieur. « *L'établissement du Crédit industriel est devenu indispensable* », qu'affirme en 1942 un rapport de la Banque Nationale (Banco de la Nación)<sup>37</sup>. Cette prise de conscience se traduit par la création en 1943 du Banco de Crédito Industrial Argentino et, l'année suivante, du Secrétariat d'État à l'Industrie et au Commerce avec rang ministériel.

Confronté à ces changements le secteur agricole se réorganise en créant le 24 février 1943 Les Confédérations Rurales Argentines (CRA). Au-delà de la frustration engendrée par l'échec du plan Pinedo, le pays continue d'espérer un vague « *retour à la normalité* » et envisage d'intégrer le marché intérieur à ses projets d'avenir.

Un bilan des événements advenus entre 1930 et 1943, fait ressortir des politiques contrastées qui sont dépendantes de la vulnérabilité d'une économie ouverte comme celle de l'Argentine et des contre-coups du « *savoir* » et de la bureaucratie qui lui est liée. D'une part on a le projet, encouragé par le pouvoir, de restaurer l'hégémonie d'une agriculture exportatrice, confrontée à un commerce mondial limité, en promouvant des alternatives d'éducation et de formation en faveur des secteurs ruraux<sup>38</sup>. D'un autre côté ressort l'importance croissante de

<sup>36</sup> Llach, Juan José. « El Plan Pinedo... », *op. cit.*, p. 551.

<sup>37</sup> BANCO DE LA NACION ARGENTINA. *Memoria y balance general del ejercicio correspondiente a 1942*. Buenos Aires: Fabril Financiera, 1943, p. 11-12.

<sup>38</sup> Gutiérrez, Talía Violeta. *Educación, agro y sociedad. Políticas educativas agrarias en la región pampeana. 1897-1955*. Buenos Aires: Editorial de la Universidad Nacional de Quilmes, 2007.

industrielle malgré de faibles taux d'investissement. Tout au long de la période deux grands secteurs de la société brillent par leur absence, d'une façon paradoxale ce sont ceux qui ont connu le plus important développement impulsé par les conditions économiques nouvelles : la bourgeoisie industrielle, immuable malgré l'échec du plan Pinedo et la prépondérance des intérêts agricoles ; et la classe ouvrière, que ne se reconnaît représentée par une quelconque des forces politiques actives dans l'Argentine du temps. Ces deux secteurs sont politiquement disjoints jusqu'à les transformer en récepteurs et acteurs principaux de ses plans socio-économiques.

#### IV - LE MONDE RURAL AU TEMPS DE L'ÉTAT PROVIDENCE

L'espace et ses liens avec les politiques publiques dans le contexte latino-américain prennent de l'importance au cours du second après-guerre, comme moyen de faire face au thème des aspects économiques et sociaux des inégalités régionales. « *Le territoire se construit comme la variable qui synthétise la diversité sociale, économique et politique du processus de développement* »<sup>39</sup>.

Dans ce contexte l'Argentine ne constitue pas une exception. Ces problèmes sont de ceux qui préoccupent l'État populiste, dirigiste et planificateur dirigé par le Général Juan Perón ; lequel entreprend une politique de redistribution des revenus au sein de laquelle – le monde rural – essentiellement la pampa – occupe une place stratégique. Jus- qu'en 1949 le revenu agricole est détourné en direction du développement de la petite et moyenne industrie produisant pour le marché intérieur au moyen de l'Institut Argentin de la Promotion de l'Echange (IAP) *Instituto Argentino para la Promoción del Intercambio*. À partir de 1950 l'attention au « *retour à la terre* » encouragé par l'État péroniste est soutenue par la généralisation de crédits à faible intérêt et amontablement long destinés à la multiplication des améliorations rurales<sup>40</sup>.

Au sein du régime juridique dans lequel s'inscrivent les activités agricoles et d'élevage on repère la préoccupation des secteurs dirigeants argentins attentifs à réaliser la recomposition de l'économie

<sup>39</sup> Mery, María. *Territorio, poder e instituciones... op. cit.*, p. 31.

<sup>40</sup> Mery, María. *Políticas agrarias en Girbal-Blacha. Noemí. Mitos, paradojas y realidades en la Argentina pampeana (1940-1955). Una interpretación histórica de sus decisiones políticas*. Buenos Aires: Editorial de la Universidad Nacional de Quilmes, 2003.

agricole, malgré l'option de soutien à l'industrialisation par substitution d'importations. Les antécédents de cette politique sont illustrés par la création des Offices (Juntas) régulateurs déjà indiqués et dans la loi 12.253 de 1944 qui crée la Commission Nationale des Céréales et Silos dont les actifs seront expropriés par le péronisme en 1946.

La sélection et la détermination du bétail, le contrôle du commerce des viandes, accompagnent le transfert au Pouvoir Exécutif de la fixation des normes de transport, de conditionnement et d'exportation des produits de l'élevage. Sont aussi créés, avec l'accord de l'Exécutif National des frigorifiques et les institutions industrielles et commerciales indispensables au fonctionnement des marchés intérieurs et extérieurs « pour la défense de l'élevage national et la diminution des prix à la consommation des produits de l'élevage » (art.5, §. g). À l'étranger on organise un système de propagande à caractère commercial destiné à soutenir et élargir les marchés pour les viandes argentine. L'Office (Junta) National des Viandes, qui hérite en 1950 des fonctions de l'Institut de l'Elevage Argentin (*Instituto Ganadero Argentino*) et en 1952 de l'Institut National des Viandes a pour fonctions de contrôler l'usage des entrepôts utilisés dans le commerce des viandes et de réguler les chargements<sup>41</sup>. Concurrentement à la structure du pays dominé par l'activité agricole, l'information, l'organisation sont consolidées au sein du pouvoir.

Le Ministère national de l'Agriculture admet, au cours des années 1940, que la stagnation de la production et celle du nombre d'unités agricoles en exploitation directe constituent une réalité nationale concrète. En avance sur le péronisme, il soutient que « la terre ne constitue ni une rente foncière ni une marchandise »<sup>42</sup>. D'où, au cours du mandat du Président Castillo, la publication d'un décret de revalorisation des fermages qui sera durablement appliqué.

À partir de 1940, la nouvelle législation et la complexité des relations sociales agricoles, créent la nécessité de fixer par des contrats rédigés les conditions du fermage. La loi 12.771 de 1942 réduit automatiquement les loyers en numéraire et/ou en nature des fermages et suspend les expulsions, dans le but d'éviter l'exode massif de la population rurale. Il s'agit de réduire la conflictivité rurale et préserver l'appareil de production agricole confronté aux contingences nées de la guerre mondiale. C'est la première loi publiée dans le pays qui instaure une limite au revenu tiré d'un bail d'exploitation rurale et ce

<sup>41</sup> Barry, Alfredo M. *Leyes agrarias*, t.2. Buenos Aires: Editorial Plus Ultra, 1968, p. 136-146.

qui apparaît dans la « *liberté des contrats* ». Il s'agit également d'une loi qui assure dans son caractère limitatif du droit de propriété pour tous d'intérêt social<sup>43</sup>. En 1942 à partir du service des Fermages et métayages ruraux il est possible de connaître le fonctionnement du système du fermage et de proposer des « *solutions harmonieuses et permanentes* » à aux conflits entre propriétaires et locataires. Dès lors, le nombre de contrats réalisés devant les Justices de paix augmentera d'une façon considérable<sup>45</sup>.

Le décret 11001 de novembre 1943 impose une réduction obligatoire de 20% des fermages agricoles, protège la durée des baux et suspend les jugements d'expulsion pour fin de contrat. Le texte prévoit la création d'un Conseil Consultatif paritaire, impose de plus grandes prévisions dans le texte des baux telles que : nom des parties contractantes, situation du bien, objet de la location, gare de chemins de fer la plus proche et sa distance en kilomètres, finalité de l'exploitation, superficie exacte de bien loué (au centiare près), améliorations réalisées et leur état d'entretien, montant du loyer par hectare et forme de paiement, proportion des pâtures si le bien est loué en nature, adresse du locateur et du locataire. Cette fois encore les acteurs ruraux adaptent leur demande à la conjoncture et la rationalité dans la régulation de leurs comportements indique que l'appréhension de la réalité, en tant qu'élément du savoir, pèse de façon substantielle dans leur attitude. De son côté l'appareil bureaucratique croît à un rythme similaire afin de garantir le développement normatif.

Les fermiers accueillent avec faveur cette mesure qui allège leur situation financière difficile. La fédération Agraire Argentine indique que « les agriculteurs considèrent ce décret comme une étape préalable à de plus grands changements, lesquels ne peuvent être le résultat que d'une véritable réforme agraire »<sup>46</sup>. Publiées en 1943, les deux

<sup>42</sup> FERRER, Julio Andres. *Tierra-familia-trabajo. Experiencias de nuestro propio tiempo*. Talleres Emilio Fenner, 1974, p. 73.

<sup>43</sup> FERRER, Julio Andres. *Tierra-familia...* op. cit., p. 48-49. Concernant le droit de propriété voir aussi FERRER, Julio Andres. « Un cuestionamiento al derecho de propiedad. Estado, planificación y explotación del caso de la defensa agrícola (1890-1930) », en *Revista de Historia de la Universidad de Buenos Aires*, Buenos Aires: Instituto de Investigaciones de Historia del Derecho, 1969, p. 107-117.

<sup>44</sup> FERRER, Julio Andres. *La explotación argentina*, t. II. Buenos Aires, Editorial La Ley, 1942, p. 117.

<sup>45</sup> Sur ce point voir l'analyse détaillée dans Blanco, Mónica. « El funcionamiento del sistema de arrendamientos rurales entre 1940-60. Una aproximación regional comparada », en *Revista de Historia de la Universidad de Buenos Aires*, Facultad de Derecho y Ciencias Sociales de la Universidad de Buenos Aires, Buenos Aires, enero-diciembre de 1994, p. 89-115.

<sup>46</sup> FERRER, Julio Andres. *Revista*, 6 de junio de 1944, p.2.

mesures contraignantes tant pour les propriétaires que pour les fermiers : la réorganisation et le gel des fermages et métagages, la suspension des expulsions, serviront de base aux plans de transformation agraire introduits ultérieurement. Au moyen de décrets successifs en 1945, 1946 et 1948, le péronisme adaptera cette législation<sup>47</sup>.

Concernant le régime financier, dès la fin des années 1930 la loi sur le Crédit agricole avait décidé la création de Caisses régionales de Crédit et d'Épargne afin de moderniser le crédit rural et arriver jusqu'aux groupes aux ressources les plus modestes dans les régions les plus éloignées. En août 1940 la Banque Nationale complète cette mesure par la création de l'assurance mutuelle agricole contre la sécheresse, le gel et la grêle<sup>48</sup>. Au cours de la gestion péroniste, les crédits de rénovation rurale, conçus jusqu'en 1949 pour les petits et moyens agriculteurs, furent ensuite généralisés au-delà de ces limites. D'un autre côté, dès 1932, le niveau technique des exploitations et son amélioration sont des priorités pour les gouvernements successifs ; la protection sanitaire de la production agricole constituant une des préoccupations majeures. C'est dans ce contexte qu'en 1938 sont promulguées des lois de lutte contre diverses calamités agricoles et que les farines des blés argentins font l'objet d'une standardisation afin de garantir la protection des intérêts légitimes dépendant de leurs qualités<sup>49</sup>.

« *Le moment est venu de franchir une nouvelle étape dans la répartition de la propriété de la terre. Nous entamons sa distribution avec précaution, mais sans mesquinerie* » affirme à cette époque le président Augustin P. Justo, tandis que son Ministre de l'Agriculture déclare devant les éleveurs d'Esquel que « *le pays a besoin de propriétaires* ». En 1936 est organisée la Commission Nationale de Colonisation, et en juin 1937 est publié un décret du pouvoir exécutif indique que « *dans l'adjudication des terres de culture et d'élevage la préférence sera donnée aux colons disposant d'une famille constituée* ». Afin de rendre ce discours effectif, la Banque de la Nation argentine conformément

<sup>47</sup> Decreto: 3526 del 31/7/46 amplía los plazos para inscribir contratos de arrendamientos agrícolas establecidos por los decretos 18.291/45 y 18.292/45; decreto 10.837 del 22/4/46: arrendamiento vitalicio de tierras que sustituye el art. 63 de la ley 12.636; decreto 11.268 del 19/9/46: rebajas de arrendamientos; decreto 11.774 promulgado como ley el 15/9/46 sobre suspensión de los desalojos; decreto 12.720 promulgado como ley 12.862 por la cual se hace extensiva a toda la República la ley anterior; ley 12.890 del 25/11/46 sustituyendo el art. 20 de la ley 12.842 sobre rebaja de los arrendamientos agrícolas.

<sup>48</sup> Banco de la Nación Argentina. *Memoria y balance ... op. cit.*, 1940, p. 25.

<sup>49</sup> Gimenez, Ovidio. *Del trigo y su molinenda*. Buenos Aires: Kraft Ltda., 1961, p. 651-657.

aux désirs du gouvernement accordé des prêts préférentiels aux producteurs les plus pauvres bénéficiaires étant les producteurs délaissés de l'Entre Ríos et du Chaco<sup>50</sup>. Affirmations et actes dont le péronisme s'emparera et thématisera qu'il développera peu après, tant dans le discours que dans les faits.

Le 2 septembre 1940 la loi sur la colonisation nationale est publiée. Elle institue dans la législation argentine le concept de fonction sociale de la terre et établit dans son article premier que « *La propriété de la terre est soumise aux limitations et restrictions que détermine la loi en accord avec l'intérêt collectif* » ; ce qui sera la marque d'une grande partie de la politique agricole du péronisme. Le législateur socialiste Alfredo Palacios fait ressortir, lors du débat sur le projet devant le Sénat National, que l'on se trouve face à un « *nouveau concept de la propriété du sol* »<sup>51</sup>. Le tout récent Conseil Agricole National et les moyens dévolus pour son fonctionnement, garantissent l'application de la réglementation en même temps que sont définis les biens destinés à la colonisation agricole : provinciaux, municipaux et privés ; les clauses et les conditions dans lesquelles s'exercera le droit de l'exploitation, l'organisation des exploitations, et les normes de culture ; le tout intégré au soutien technique agricole<sup>52</sup>.

Cette loi (L. 636) régira les conditions de la colonisation nationale depuis sa promulgation jusqu'en 1955 afin de réaliser « *un plan agraire destiné à peupler l'intérieur du pays, à rationaliser les exploitations rurales, à partager la terre, stabiliser la population sur la base de la propriété de celle-ci et à apporter un meilleur bien-être aux travailleurs agricoles* »<sup>53</sup>. Les biens retenus pour la colonisation sont les terres agricoles appropriées à l'usage prévu. C'est-à-dire celles que le législateur a prévu ou qui seront expropriées dans le cadre indiqué par la loi ; celle du domaine privé, provincial ou municipal qui seront proposées pour se conformer à la loi ; à condition que ces terres soient propres à l'exploitation agricole et ne se trouvent pas éloignées de plus de 120 km d'une gare de chemin de fer ou de plus de 400 km de marches intérieures ou de ports d'exportation.

Le Conseil Agraire National, organisme principal de l'État pour la colonisation et l'agent d'application de la loi (article 2). Son siège est

<sup>50</sup> Banco de la Nación Argentina. *Memoria y balance ... op. cit.*, 1943, p. 20. En 1942 est créée la Banque Agraria Argentina. Uso y tenencia de la tierra. Propuestas. Rosario: Ediciones de la Universidad Nacional de Rosario, 1987, p. 9-10.

<sup>51</sup> Banco de la Nación Argentina. *Uso y tenencia de la tierra. Propuestas*. Rosario: Ediciones de la Universidad Nacional de Rosario, 1987, p. 9-10.

<sup>52</sup> Banco de la Nación Argentina. *Uso y tenencia de la tierra. Propuestas*. Rosario: Ediciones de la Universidad Nacional de Rosario, 1987, p. 172-196.

établi dans la Capitale fédérale et sa juridiction s'étend sur l'ensemble du pays. Il se compose de 5 membres : deux nommés par le Pouvoir exécutif, 1 par la Banque Nationale et la Banque Hypothécaire Nationale, 1 par l'ensemble des Coopératives nationales et 1 par les Conseils agricoles locaux. Sa fonction consiste en la réalisation et l'étude des plans de la propriété rurale dans le pays, s'accorder avec les banques officielles et les institutions propres à l'État en vue de l'incorporation dans ce système des biens dont il a la propriété, acquérir des biens par adjudication judiciaire, par l'intermédiaire de la Banque hypothécaire Nationale ou par des banques provinciales, organiser la publicité afin d'accroître la population rural du pays, étudier les conditions de travail des salariés agricoles, développer la coopération, participer à l'éducation rurale, promouvoir l'application des assurances mutuelles agricoles et officielles au sein des colonies qu'il administre et adresser au Congrès National (Parlement) par l'intermédiaire du gouvernement, le mémoire récapitulatif des activités réalisées. La fédération Agricole argentine va requérir auprès du Conseil la mise en application de la colonisation décidée par la loi.

La coopération est un autre volet de la structure de l'organisation agricole. Elle s'intègre au projet de réduction des coûts d'intermédiation et de possibilité de fournir une aide technique à savoir faire rural. Les clubs de la jeunesse rurale sont liés aux organismes coopératifs depuis les années 1920. Le crédit agricole officiel, dès les années 1930 et jusqu'à la fin de la période étudiée ici, fut accordé aux coopératives avec un intérêt préférentiel de 4,5 % à 5 %<sup>54</sup>. En 1942 les montants prêtés aux coopératives sont stables. La Banque de la Nation établit deux nouvelles lignes de crédit destinées à l'exploitation mixte et à la ferme agricole avec l'intention d'aider à la correction des déséquilibres interrégionaux. En 1943 cette même banque soutient par son crédit 60 % des coopératives agricoles (loi 11.684)<sup>55</sup>. A son tour, après 1950, le péronisme encourage la coopération en appliquant des mesures similaires, toujours dans le but de réaliser des réductions significatives des coûts d'intermédiation, au moment où l'État s'inquiète de la poussée inflationniste. Par conséquent le Pouvoir, le Savaïr, la Banque, la Redistribution des revenus constituent les variables d'une équation incontournable, liés depuis 1950 au secteur agricole. À l'investissement étranger et à la confrontation avec le pouvoir aboutissant à des accords réalisés avec la sphère privée dont l'historique se situe agricole tire profit.

## V. — CONCLUSIONS

La régulation de la production agricole, la question des entrepôts et du transport en milieu rural, les ajustements au sein du régime du fermage, le développement des coopératives, le crédit, la politique sanitaire, la création en 1940 du Conseil Agricole National et la colonisation agricole, sont les faits dominants qui, depuis les années 1930, relient entre elles l'activité de l'État, le Savaïr, la Bureaucratie et finalement le Pouvoir, avec des protocoles que seuls peuvent comprendre et appliquer les acteurs de ce champ d'action permanent qu'est l'Argentine, comme dirait Bourdieu.

Au cours de la période passée en revue la place stratégique du monde agricole est indiscutable<sup>56</sup>. La production agricole s'érige en soutien de la politique libérale, au moins jusqu'en 1930 ; puis de la politique interventionniste à partir de ce moment et du dirigisme nationaliste entre 1946 et 1955, débordant les préceptes populistes. À l'époque du péronisme, avec l'Institut Argentin pour la Promotion de l'Echange (IAP), le revenu agricole est détourné vers le crédit officiel à destination de l'industrie, sous une structure légale réalisée par la réforme financière de 1946.

Les changements réalisés sont significatifs, mais il en va de même de la continuité de l'État planificateur, dirigiste et populiste dirigé par Juan Perón au moment où il lui faut assurer l'image d'une Argentine agro-exportatrice. Si, en 1948, l'État péroniste se réfère à l'exigence de mettre les finances au service de l'économie et celle-ci au service de la société comme responsabilité première des pouvoirs publics<sup>57</sup>, *La Comisión Honoraire Conseiller du Gouvernement National pour l'Étude des Problèmes Financiers* établie en 1943, affirmait dès ce moment que « *La politique financière de l'État ne peut se dissocier de sa politique économique* », car, ajoute son rapport, « *L'État est aujourd'hui une partie prenante dans le processus de production, du fait que, par sa combinaison de la stimulation et de l'impulsion se conjuguent à la fois sa fonction éminente de promoteur du bien-être général et son intérêt étroitement fiscal* »<sup>58</sup>. En 1943 Cosme Mazzini-Ezcurrea, ancien Ministre National de l'Agriculture, alors président du *Banco de la Nación Argentina*, tempère les avantages du système de crédit indus-

56 Lattuada, Mario J. *La política agraria argentina 1941-1983*, Buenos Aires, CEAL, 1986.

57 *El Manual del Promotor Bancario*, Buenos Aires, 1948.

58 *Dictamen de la Comisión Honoraire de Problemas Financieros*, *Nación*, para el estudio de los Problemas Financieros, Buenos Aires, 1943, p. 14-15.

54 Banco de la Nación Argentina. *Memoria y balance ... op. cit.* 1941, p. 20.

55 Banco de la Nación Argentina. *Memoria y balance ... op. cit.* 1943, p. 14.

triel en raison du fait que ce dernier dispose de ressources publiques au moyen d'un Fond Spécial. À ce propos il précise que « *tant dans le champ de l'économie qu'au sujet des questions d'ordre social, dans la réalisation, la création de gisements de travail par l'initiative privée constitue un facteur important* »<sup>59</sup>.

Les mesures législatives adoptées depuis la décennie des années 1930, c'est-à-dire sous la présidence Justo, obéissent à la « *nécessité de mettre en place un plan régulateur* »<sup>60</sup> afin de surmonter les difficultés nées de l'activité agricole. Les mesures mises en place au cours des années 1940 sont destinées à et subventionnent, à des degrés divers, l'économie agricole argentine, approfondissant certains traits qui persisteront au cours du pouvoir péroniste. Le renforcement du marché intérieur sera le socle de la gestion du gouvernement de Juan Perón.

Les continuités que révèlent certains traits essentiels de la politique agricole argentine dépassent les directives énoncées dans le discours populiste de Juan Perón aussi séducteur et suggestif qu'il ait été. Il est important de garder cela à l'esprit afin de distinguer les mythes des réalités de sa politique économique<sup>61</sup>. L'analyse des décisions adoptées par l'État national interventionniste entre 1930 et 1943 au sujet de la régulation de la commercialisation de la production agricole, la promotion de la coopération agricole, les prêts spéciaux réservés aux agriculteurs et aux éleveurs sur les ressources de l'État<sup>62</sup>, le système de la colonisation et le régime de fermage et de métayage, font ressortir la fonction sociale de la propriété foncière, que le péronisme va promouvoir par un discours manichéen dans lequel il oppose le *peuple* à l'*oligarchie*.

Les déséquilibres régionaux persistent et au-delà de la redistribution annoncée dans les discours, les statistiques font ressortir que la concentration se maintient dans la zone littorale du centre et au sein de l'axe métropolitain. Entre 1943 et 1960 les mutations technologiques et les changements organisationnels se multiplient au sein de l'espace rural argentin. Propriétaires et fermiers attendent des définitions qui devront être ajournées. Comme les autres responsables le Président

Perón tentera d'y répondre, en les approfondissant ou en continuant à cultiver une ambiguïté qui lui permet de contrôler le fragile équilibre du pouvoir. Une réponse partielle, rédigée et orientée à l'avantage des grands propriétaires et des exportateurs, sortira de la main des protagonistes de ce qu'on qualifie de « *Révolution Libératrice* » (1955) suivie en 1958 par l'arrivée au pouvoir des adeptes idéologiques du « *développement* » (*desarrollismo*).

Bien que sous la forme du discours, certains traits spécifiques ressortent au long de la période historique que développe cet essai, au-delà du caractère personnel des messages. Ces derniers sont la matière à partir de laquelle est établie la législation qui les confirme. La restauration de l'esprit nationaliste au moyen de l'enseignement public, l'anxiété face à l'immigration d'après-guerre, « *la projection nationaliste sur le foyer de l'étranger* », « *la protection contre le prosélytisme extrémiste* », « *les plans de restauration nationaliste du gouvernement* », tout ce à quoi fait référence le discours d'Augustin Justo<sup>63</sup> se retrouve avec un sens quasi identique dans le discours de Juan Perón et dans le message à la société qu'il gouverne, à quoi il ajoute l'affectivité du langage populiste. On s'en rend compte lorsque l'on se réfère, par exemple, à la nécessité de stimuler « *l'harmonie cordiale entre tous les participants au travail rural, producteurs et ouvriers, base essentielle de l'économie agricole* »<sup>64</sup>, lorsqu'il conseille « *tact et discrétion pour faciliter les objectifs élevés et patriotiques poursuivis par le Grand Gouvernement National* »<sup>65</sup>, et propose que « *le devoir de l'État est de renforcer le foyer, l'école et le travail, lesquels sont les grands modèles du caractère* » enfin en présentant le péronisme comme une doctrine « *éminemment antimarxiste. Notre doctrine sociale c'est la doctrine sociale chrétienne* », déclarera le Président Perón, se référant à la base théorico-philosophique de sa gestion<sup>66</sup>.

Les limites et les liaisons du savoir s'unissant à la Bureaucratie forment les discours publics et privés. Paraphrasant Eduardo Galeano<sup>67</sup> « *Il est assez improbable que le bureaucrate risque sa vie. Il est totalement impossible qu'il se prenne à risquer son emploi* ». Son domaine c'est celui de la coordination et de la subordination aux textes d'où sur-

<sup>59</sup> Banco de la Nación Argentina. *Memoria y balance ... op. cit.*, 1943, p. 11.

<sup>60</sup> República Argentina. Poder Ejecutivo Nacional. *Período 1932-1938 ... op. cit.* Vol. X.

<sup>61</sup> Girbal-Blacha, Noemí M. « Dichos y hechos del gobierno peronista (1946-55). Lo fáctico y lo simbólico en el análisis histórico », en *Entrepasados* 13. Buenos Aires: 1997, p. 63-78.

<sup>62</sup> Banco de la Nación Argentina. *Memoria y balance ... op. cit.*, 1943, p. 25. Entre 1935 y 1943 se promulgaron 24 decretos y la ley 12.635.

<sup>63</sup> República Argentina. Poder Ejecutivo Nacional. *Período 1932-1938. Presidente de la Nación, Augustin P. Justo*. Buenos Aires: Kraft, 1937. Vol. IX.

<sup>64</sup> *Mundo Agrario*. Buenos Aires, junio de 1953, p. 4.

<sup>65</sup> Archivo del Banco de la Nación Argentina. *Libro de Actas del Directorio*, junio de 1950, t. CLIV.

<sup>66</sup> *Manual del Peronista*. Buenos Aires, 1948, p. 203-20.

<sup>67</sup> Galeano, Eduardo. *Memoria y balance ... op. cit.* Buenos Aires, Editio rial Página 12, 2010, p. 1109.

triel en raison du fait que ce dernier dispose de ressources publiques au moyen d'un Fond Spécial. À ce propos il précise que « *tant dans le champ de l'économie qu'au sujet des questions d'ordre social, dans la réalisation, la création de gisements de travail par l'initiative privée constitue un facteur important* »<sup>59</sup>.

Les mesures législatives adoptées depuis la décennie des années 1930, c'est-à-dire sous la présidence Justo, obéissent à la « *nécessité de mettre en place un plan régulateur* »<sup>60</sup> afin de surmonter les difficultés nées de l'activité agricole. Les mesures mises en place au cours des années 1940 sont destinées à et subventionnent, à des degrés divers, l'économie agricole argentine, approfondissant certains traits qui persisteront au cours du pouvoir péroniste. Le renforcement du marché intérieur sera le socle de la gestion du gouvernement de Juan Perón.

Les continuités que révèlent certains traits essentiels de la politique agricole argentine dépassent les directives énoncées dans le discours populiste de Juan Perón aussi séducteur et suggestif qu'il ait été. Il est important de garder cela à l'esprit afin de distinguer les mythes des réalités de sa politique économique<sup>61</sup>. L'analyse des décisions adoptées par l'État national interventionniste entre 1930 et 1943 au sujet de la régulation de la commercialisation de la production agricole, la promotion de la coopération agricole, les prêts spéciaux réservés aux agriculteurs et aux éleveurs sur les ressources de l'État<sup>62</sup>, le système de la colonisation et le régime de fermage et de métayage, font ressortir la fonction sociale de la propriété foncière, que le péronisme va promouvoir par un discours manichéen dans lequel il oppose le *peuple* à l'*oligarchie*.

Les déséquilibres régionaux persistent et au-delà de la redistribution annoncée dans les discours, les statistiques font ressortir que la concentration se maintient dans la zone littorale du centre et au sein de l'axe métropolitain. Entre 1943 et 1960 les mutations technologiques et les changements organisationnels se multiplient au sein de l'espace rural argentin. Propriétaires et fermiers attendent des définitions qui devront être ajournées. Comme les autres responsables le Président

Perón tentera d'y répondre, en les approfondissant ou en continuant à cultiver une ambiguïté qui lui permet de contrôler le fragile équilibre du pouvoir. Une réponse partielle, rédigée et orientée à l'avantage des grands propriétaires et des exportateurs, sortira de la main des protagonistes de ce qu'on qualifie de « *Révolution Libératrice* » (1955) suivie en 1958 par l'arrivée au pouvoir des adeptes idéologiques du « *développement* » (*desarrollismo*).

Bien que sous la forme du discours, certains traits spécifiques ressortent au long de la période historique que développe cet essai, au-delà du caractère personnel des messages. Ces derniers sont la matière à partir de laquelle est établie la législation qui les confirme. La restauration de l'esprit nationaliste au moyen de l'enseignement public, l'anxiété face à l'immigration d'après-guerre, « *la projection nationaliste sur le foyer de l'étranger* », « *la protection contre le prosélytisme extrémiste* », « *les plans de restauration nationaliste du gouvernement* », tout ce à quoi fait référence le discours d'Augustin Justo<sup>63</sup> se retrouve avec un sens quasi identique dans le discours de Juan Perón et dans le message à la société qu'il gouverne, à quoi il ajoute l'affectivité du langage populiste. On s'en rend compte lorsque l'on se réfère, par exemple, à la nécessité de stimuler « *l'harmonie cordiale entre tous les participants au travail rural, producteurs et ouvriers, base essentielle de l'économie agricole* »<sup>64</sup>, lorsqu'il conseille « *tact et discrétion pour faciliter les objectifs élevés et patriotiques poursuivis par le Grand Gouvernement National* »<sup>65</sup>, et propose que « *le devoir de l'État est de renforcer le foyer, l'école et le travail, lesquels sont les grands modelateurs du caractère* » enfin en présentant le péronisme comme une doctrine « *éminemment antimarxiste. Notre doctrine sociale c'est la doctrine sociale chrétienne* », déclarera le Président Perón, se référant à la base théorico-philosophique de sa gestion<sup>66</sup>.

Les limites et les liaisons du savoir s'unissant à la Bureaucratie forment les discours publics et privés. Paraphrasant Eduardo Galeano<sup>67</sup> « *Il est assez improbable que le bureaucrate risque sa vie. Il est totalement impossible qu'il se prenne à risquer son emploi* ». Son domaine c'est celui de la coordination et de la subordination aux textes d'où sur-

<sup>59</sup> Banco de la Nación Argentina. *Memoria y balance ... op. cit.*, 1943, p. 11.

<sup>60</sup> República Argentina. Poder Ejecutivo Nacional. *Período 1932-1938 ... op. cit.* Vol. X.

<sup>61</sup> Girbal-Blachá, Noemí M. « Dichos y hechos del gobierno peronista (1946-55). Lo fáctico y lo simbólico en el análisis histórico », en *Entrepasados* 13. Buenos Aires: 1997, p. 63-78.

<sup>62</sup> Banco de la Nación Argentina. *Memoria y balance ... op. cit.*, 1943, p. 25. Entre 1935 y 1943 se promulgaron 24 decretos y la ley 12.635.

<sup>63</sup> República Argentina. Poder Ejecutivo Nacional. *Período 1932-1938. Presidente de la Nación. Agustín P. Justo*. Buenos Aires: Kraft, 1937. Vol. IX.

<sup>64</sup> *Mundo Argentino*. Buenos Aires, junio de 1953, p. 4.

<sup>65</sup> Archivo del Banco de la Nación Argentina. *Libro de Actas del Directorio*, junio de 1950, t. CLIV.

<sup>66</sup> *Manual del Peronista*. Buenos Aires, 1948, p. 20 y 29.

<sup>67</sup> Galeano, Eduardo. *Memoria y balance ... op. cit.* del *Concilio*. Buenos Aires, Edit. rial Página 12, 2010, p. 1199.

gissent les concepts que met en pratique une société, au moyen des catégories de sa hiérarchisation et de la valeur qu'on leur attribue au-delà des changements. Dans ces mots s'inscrit le portrait du bureaucrate, lequel en général « *est un écho mais n'a pas de voix* ». Protagoniste visible mais qui fréquemment confond « *l'unité avec l'unanimité* ». L'État, le Savoir, la Bureaucratie et le Pouvoir sont des parcours à la fois intéressants et nécessaires pour qui veut saisir la complexité des contenus du déséquilibre régional argentin entre 1880 et 1960, au-delà d'une vision géographique ou strictement économique.



## SOMMAIRE

M. CLÉMENT	Une analyse comparative de la famine soviétique de 1932-1933 et de la famine chinoise du Grand Bond en Avant de 1959-1961	1419
J. KÖRNERT	Liquidity and solvency problems in the banking crises of the National Banking Era	1451
A. B. NUNES, C. BASTIEN, N. VALÉRIO, R. MARTINS DE SOUSA, S. DOMINGO COSTA	Banking in the Portuguese Colonial Empire (1864-1975)	1483
S. GUEX, J. M. SCHAUFELBUEHL	Les vertus de l'ignorance. Enjeux et conflits autour des statistiques sociales et économiques en Suisse au xx <sup>e</sup> siècle	1555
E. PAULET	Ownership and Control of enterprises: A comparative approach between the Crédit Mobilier and the Darmstädter Bank	1575
N. GIRBAL BLACHA	État, savoir, pouvoir et bureaucratie : le déséquilibre régional agraire argentin 1880-1960	1601
D. A. LATZKO	Coal Mining and Regional Economic Development in Pennsylvania, 1810-1980	1627
A. BRODER	Charles Gide entre protectionnisme et libre échange 1880-1930. Un économiste humaniste au temps de la première mondialisation	1651
REVUE DES LIVRES		
P. JOURDON	Turchin P., Nefedev S.A. (2009), <i>Secular Cycles</i> , Princeton University Press	1689

## ÉCONOMIES ET SOCIÉTÉS - CAHIERS DE L'ISMÉA

Tome XLV, n° 9, septembre 2011,  
Série « *Histoire économique quantitative* », AF, n° 44.  
Directeurs de la Série : Jean-Claude Toutain, Claude Diebolt, Albert Broder.

ISSN 0013.05.67  
CPPAP : n° 0914 K 81809  
PRIX : 31 €